

Huile et pétrole

nald trace le rôle d'une société d'État. PétroCan achèterait.»

Il est évident que la société nationale des pétroles ne sera pas créée dans le but de nous rendre autonomes. Elle nous permettra plutôt d'acheter le pétrole étranger à moins cher. Le shah d'Iran a dit qu'il consentirait à vendre du pétrole à un organisme gouvernemental, à meilleur marché. Il ne favorise pas les profits supplémentaires pour les sociétés pétrolières. Il serait prêt à faire un rabais de 3 ou 4 p. 100 aux organismes gouvernementaux.

Je trouve cela intéressant. Sous prétexte de nous aider à acquérir plus d'autonomie, le gouvernement crée en fait un mécanisme qui pourrait favoriser la chute de notre industrie pétrolière. Cela en dit long sur le nationalisme de ceux qui appuient l'idée! Ils consentent à abandonner notre industrie intérieure pour un escompte de 3.5 p. 100 offert par les Arabes. Voilà qui démontre, une fois de plus, l'attitude du gouvernement. Le ministre de l'Énergie de l'Ontario, l'honorable Darcy McKeough, s'est lui aussi prononcé en faveur d'une société nationale des pétroles et a même recommandé la construction d'un oléoduc réversible. Il voulait bien acheter son pétrole au meilleur compte possible, mais il était content de vendre ses propres produits à des prix exorbitants à ce que certains appellent l'arrière-pays.

Je voudrais citer un article de septembre dernier du chroniqueur d'agence Bruce Whitestone qui, sous le titre «Apportioning the Blame» dit:

A mesure que la crise de l'énergie perd de son actualité, le public reste non seulement aux prises avec les prix fortement majorés de l'essence, mais il garde une opinion indéniablement amère de l'industrie pétrolière et de ses rapports avec le gouvernement.

Au cours de la crise de l'hiver dernier, le public a blâmé les sociétés pétrolières...

J'ajoute, surtout à l'instigation du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald)...

... les pays producteurs et leurs gouvernements.

Une section importante du public croit que la pénurie de fuel a été machinée. Les sociétés ont haussé leurs prix, leurs bénéfices ont fait un bond et les critiques soutiennent que la crise énergétique est l'œuvre de l'industrie aidée par les gouvernements tant provinciaux que fédéral.

A cause de cela, de nombreuses sociétés pétrolières et des fonctionnaires disent que l'un des plus grands problèmes est de convaincre le public, forcé de payer cher l'essence et le fuel, que faire des bénéfices n'est pas mal.

Bien que la plupart des gens acceptent de se sacrifier, ils veulent être bien certains que c'est nécessaire et que personne n'exploite la situation.

D'autres veulent savoir pourquoi, les consommateurs devant faire tous les frais de la crise, on a permis aux sociétés pétrolières de récolter les plus forts bénéfices de leur histoire. A vrai dire, le public aurait dû avoir une autre réaction: à voir les profits monter en flèche, il aurait pu deviner que la «pénurie» tirait à sa fin. Les bénéfices élevés encouragent à produire et à traiter plus de pétrole brut. Les gros bénéfices, qui poussent les entreprises à travailler ferme pour tirer avantage des conditions favorables actuelles, ont deux fonctions. Ils sont une source immédiate de capitaux d'investissement et ils servent à attirer des capitaux de l'étranger. Il n'est donc pas étonnant d'apprendre que les compagnies pétrolières projettent maintenant d'accroître considérablement leur capacité de raffinage et leurs opérations de forage.

● (1750)

La tâche d'apaiser la colère du public est rendue plus difficile par les conceptions erronées qu'on se fait des pénuries elles-mêmes. D'un point de vue strictement économique, la nature ne connaîtra jamais de «pénurie»; il n'y a qu'un problème de prix. Si les courses en taxi étaient gratuites, le nombre des voitures-taxis serait insuffisant. De même, la gratuité des soins médicaux entraîne une pénurie apparente d'installations et de personnel médicaux. Par suite, une pénurie de pétrole a paru exister parce que les prix n'étaient pas à des niveaux susceptibles de faire contrepois à la demande.

[M. Schumacher.]

Certains peuvent soutenir qu'un cartel de pétrole enflerait artificiellement les prix. Toutefois, un monopole, complet ou partiel, ne peut imposer des prix plus élevés sans tenir compte des conséquences. Des prix très supérieurs à ceux du marché freineraient la demande en entraînant une baisse des prix. Non seulement le public réduirait-il son usage des produits du pétrole, mais il utiliserait davantage des produits de remplacement. Les gens utiliseraient peut-être plus de charbon et de matériaux d'isolation, et même se serviraient plus de leurs pieds!

Il faut reconnaître que certaines initiatives des compagnies pétrolières ont nui à leur propre image et à leurs intérêts à long terme. Il y a peu de temps, l'une des plus importantes compagnies pétrolières a versé une prime équivalente à un mois de salaire à ses employés non syndiqués. Certaines compagnies ont fait des acquisitions importantes, comme l'achat du Montgomery Ward.

Je crois que l'auteur fait allusion aux activités de Mobil Oil aux États-Unis. En passant, je dirais que l'annonce récente d'Imperial Oil de verser plusieurs centaines de milliers de dollars pour renflouer la revue *Saturday Night* prouve que ces compagnies ne sont pas assez imposées. Si elles ont les moyens de soutenir une revue pareille la politique fiscale de notre pays laisse peut-être à désirer. Cependant, c'est leur décision. Mes amis à ma gauche se félicitent probablement de la décision d'Imperial Oil. Elle a sans doute été prise dans un but politique. Je continue ma citation:

Quant aux plaintes selon lesquelles une telle augmentation n'était pas nécessaire, puisqu'une augmentation plus faible du pétrole brut eût rapporté largement assez pour que les objectifs de l'industrie du pétrole soient atteints, il n'existe aucune manière précise d'évaluer leur bien-fondé. Cependant, si la hausse des prix est excessive, de deux choses l'une: ou cela attire plus de producteurs et provoque un accroissement de l'offre sur le marché, ou cela fait baisser la demande à un point tel que les compagnies pétrolières se voient dans l'obligation de revoir leur hausse de manière à réaliser le maximum de profits.

Lorsque les pays producteurs de pétrole ont presque quadruplé leurs prix l'an dernier, bon nombre de gens ont considéré qu'ils avaient agi en voleurs de grand chemin. En fait, par cette hausse soudaine, ils ne faisaient que rattraper le temps perdu, car le prix du pétrole était resté au même niveau depuis quinze ans, si l'on fait exception d'une hausse de cinq cents le baril l'an dernier et de dix cents le baril l'année précédente. Ainsi, on ne devrait pas attribuer aux pays producteurs de pétrole toute la responsabilité de nos propres problèmes de pétrole.

En outre, ceux qui blâment bien haut le manque de prévoyance du gouvernement ne tiennent pas compte des difficultés qui survenaient dès qu'on proposait une nouvelle politique pétrolière. Ce n'est qu'à présent, alors que le prix du pétrole brut canadien est inférieur à celui du pétrole importé, que la construction d'un pipe-line national est acceptable dans l'est du Canada.

On peut mettre en doute l'opportunité de l'effort fait par le gouvernement fédéral pour s'immiscer dans la controverse. Ni l'établissement arbitraire du prix du baril de pétrole à \$6.50, ni l'imposition des profits pétroliers «excessifs» annoncée dans le budget de mai dernier ne se justifient économiquement parlant.

Il est évident que si on laisse se poursuivre les politiques de ce gouvernement, il y aura pénurie de pétrole d'ici 1983. Le gouvernement se montrerait plus sensé s'il permettait une hausse du prix du pétrole de manière que les sables bitumineux deviennent rentables. Il est sûrement de notre intérêt de pouvoir subvenir à nos besoins dans ce domaine, et de ne pas nous retrouver à la merci de nations étrangères. Il serait préférable de payer plus cher et d'avoir des réserves assurées que de réaliser des économies maintenant et se retrouver éventuellement à court. Il est préférable de payer le pétrole plus cher que d'en manquer.

Nous devrions exploiter nos sables bitumineux. Jusqu'à maintenant, la politique du gouvernement a été décevante. Il n'existe à l'heure actuelle qu'une entreprise en exploitation, la Great Canadian Oil Sands, et une autre, la Syncrude, en train de s'installer. Shell Canada Ltée avait l'intention d'en établir une troisième, de concert avec sa consœur américaine, la Shell Explorer Limited. Cette dernière a été retirée du projet et elle est rentrée aux États-Unis avec son argent.